Frédéric Brahami et Odile Roynette (dir.), Fraternité. Regards croisés

Annie Crépin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11907>

DOI : 10.4000/ahrf.11907

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 188-189

ISBN : 978-2-200-92634-2

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Crépin, « Frédéric Brahami et Odile Roynette (dir.), Fraternité. Regards croisés », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 362 | octobre-décembre 2010, mis en ligne le 25 mars 2011, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11907> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11907>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Frédéric Brahami et Odile Roynette (dir.), *Fraternité. Regards croisés*

Annie Crépin

RÉFÉRENCE

Frédéric Brahami et Odile Roynette (dir.), *Fraternité. Regards croisés*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté et Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, no 858, 2009, 386 p., ISBN 978-2-84867-275-5, 17 €

- 1 La fraternité est tout à la fois une croyance et une valeur, une force sociale et un idéal qui se situe aux confins du public et du privé, affirment dans l'introduction les deux auteurs de ce travail collectif pour expliciter les buts qu'ils se proposaient en rassemblant la vingtaine de contributions qui composent ce recueil. En effet, la polysémie et la complexité de la notion, voire son « opacité », pour reprendre les termes mêmes employés par Frédéric Brahami et Odile Roynette, les a conduits à solliciter non seulement des historiens, mais aussi des philosophes et des juristes, des géographes et des littéraires. Au demeurant Frédéric Brahami est philosophe, Odile Roynette historienne. Ces regards croisés – c'est le titre de l'ouvrage – ils les ont jugés nécessaires pour approfondir le concept de fraternité, l'appréhender dans toutes ses facettes et retracer ses vicissitudes, à la suite des travaux de l'historien Marcel David et du juriste Michel Borgetto : alors que l'on croyait que le rôle de la fraternité était historiquement faible et juridiquement quasiment nul, ces deux auteurs ont démontré qu'il n'en était rien (p. 81).
- 2 Si la Révolution française érige la fraternité en principe, même si ce n'est pas immédiatement, et si 1848 lui accorde une telle importance qu'elle devient désormais officiellement un élément constitutif de la devise républicaine, la notion traverse toutes les époques. Ainsi les historiens auxquels il a été fait appel sont aussi bien des antiquisants que des spécialistes de l'histoire contemporaine (Odile Roynette, Odile Rudelle, Annie Stora-Lamarre, Paul Dietschy, spécialiste de l'histoire du sport), voire

très contemporaine (François Marcot). Le lecteur s'intéressant plus particulièrement à la période révolutionnaire s'attachera surtout aux deux contributions qui sont spécifiquement consacrées à la Révolution française : la première, « Un homme pour une idée : François-Antoine Momoro et la fraternité », émane avatars d'une juriste, Damienne Bonnamy : la seconde, intitulée « Droit, Fraternité et Révolution française », d'un philosophe, Pierre-Yves Quiviger.

- 3 Pour revisiter les ambivalences du concept sous la Révolution française, Damienne Bonnamy part de la figure d'Antoine-François Momoro, d'origine bisontine. Figure oubliée, dit l'auteure ; certes du grand public mais pas des historiens. Ainsi, un article du *Dictionnaire historique de la Révolution française*, dû à la plume de Roland Gotlib, lui est-il consacré. François Antoine Momoro, rappelle-t-elle, s'établit comme imprimeur libraire à Paris, devient rédacteur du *Journal du Club des Cordeliers*, membre de la Commune du 10 août. Très proche de Jacques Roux, puis hébertiste, c'est à ce titre qu'il est arrêté avec Hébert et son groupe, condamné à mort puis guillotiné en mars 1794.
- 4 À l'automne 1791, Momoro proposait dans une lettre à ses concitoyens d'adopter pour devise « Union, Fraternité, Égalité, Liberté » et, en juillet 1793, par le biais d'une décision du département de Paris, de faire peindre sur la façade des maisons « Unité, Indivisibilité de la République /Liberté, Égalité, Fraternité, ou la mort ». L'auteure aurait pu rappeler que Momoro s'inspirait dans ce cas d'une formule de Robespierre.
- 5 « Le destin de l'homme et celui d'une idée se répandent comme en écho » dit l'auteure (p. 62). En fait, l'évocation de la trajectoire de Momoro, écrite sur un ton très personnel – mais c'est le choix d'un certain nombre d'auteurs de ce recueil, par exemple Odile Rudelle – sert de prétexte à une évocation plus large, parfois à un survol quelque peu subjectif, de l'union conflictuelle, pendant la Révolution française, de la fraternité avec la liberté et avec l'égalité, de leur entrelacement, dramatique car porteur de contradictions et d'antagonismes, le sort de Momoro illustrant le passage de la fraternité civique à la fraternité tragique.
- 6 C'est sous un angle juridique – il est philosophe du Droit – que Pierre-Yves Quiviger retrace les avatars de la fraternité. Quelle que soit l'époque, elle est toujours tension entre universalisation à visée inclusive et fixation sur un groupe restreint comportant le risque d'exclusion ; *a fortiori* sous la Révolution au cours de laquelle elle se présente sous trois aspects, amitié, solidarité et égalité (dont, selon l'auteur, seuls les deux premiers relèvent de la fraternité *stricto sensu*). À partir de ces aspects, les hommes de la Révolution développent des projets différents. Pour Saint-Just, l'amitié est élément de structuration du droit public et doit avoir une traduction juridique. Les conceptions de Saint-Just sont très fortement critiquées par Quiviger comme conduisant de fait à l'exclusion la plus radicale. Pour Sieyès, c'est la solidarité qui structure le droit public et doit recevoir une traduction juridique dans la mise en scène de fête, d'une part, dans l'organisation de secours, d'autre part. Si l'auteur juge les conceptions de Sieyès dépourvues de la chaleur qui s'attache habituellement au concept de fraternité, il livre de très pénétrantes remarques sur les origines de ce fait : selon Sieyès il ne faut pas que la fraternité s'accomplisse au détriment de la liberté. Ainsi, on ne prend pas à un individu qui est riche pour donner à un individu qui est pauvre. On prend par l'impôt une fraction de leurs revenus à l'ensemble des citoyens pour assurer ce qu'on appellerait actuellement des missions de service public. La fraternité devient un devoir de l'État et n'est plus un devoir des citoyens, la solidarité est nationale et verticale et non plus horizontale. Et l'auteur a cette comparaison éclairante entre la vision

« technocratique » de Sieyès et celle d'aujourd'hui : dans la société contemporaine, mon semblable est devenu celui qui possède comme moi un numéro de sécurité sociale.

- 7 On retrouve l'ombre portée de la Révolution française analysée dans deux contributions particulièrement riches et suggestives, dues, l'une à Jean-Claude Caron, « La fraternité face à la question sociale dans la France des années 1830 », l'autre à Frédéric Brahami, « Amour et droit au lendemain de la Révolution Française. Paternalisme bonaldien, fraternité saint-simonienne ».
- 8 Comme le lecteur attaché à l'histoire de la Révolution française ne borne heureusement pas ses curiosités à cette période, il trouvera matière à réflexion dans les autres communications de ce recueil, qu'elles soient regroupées dans la section consacrée à la fraternité dans la guerre ou dans les sections qui le sont à la fraternité dans l'espace social et le droit ou dans la littérature.